

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

11 mars 2004

PROPOSITION DE LOI

**instaurant une réduction d'impôt
pour les travaux effectués
à l'habitation personnelle en vue
de pouvoir y passer ses vieux jours**

(déposée par MM. Yves Leterme, Hendrik Bogaert et Carl Devlies)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

11 maart 2004

WETSVOORSTEL

**houdende de invoering van een
belastingvermindering voor werken
aan de eigen woning met het oog
op het ouder worden**

(ingedien door de heren Yves Leterme,
Hendrik Bogaert en Carl Devlies)

RÉSUMÉ

La présente proposition de loi vise à étendre la réduction d'impôt pour épargne à long terme aux travaux effectués en vue d'adapter l'habitation personnelle aux nouveaux besoins qui apparaissent avec le vieillissement.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel breidt de belastingvermindering voor het langetermijnsparen uit tot de werken die worden gedaan om de eigen woning aan te passen aan de nieuwe levensbehoeften die ontstaan bij het ouder worden.

<i>cdH</i>	:	Centre démocrate Humaniste
<i>CD&V</i>	:	Christen-Democratisch en Vlaams
<i>ECOLO</i>	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
<i>FN</i>	:	Front National
<i>MR</i>	:	Mouvement Réformateur
<i>N-VA</i>	:	Nieuw - Vlaamse Alliantie
<i>PS</i>	:	Parti socialiste
<i>sp.a - spirit</i>	:	Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.
<i>VLAAMS BLOK</i>	:	Vlaams Blok
<i>VLD</i>	:	Vlaamse Liberalen en Democraten

<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>	<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>
<i>DOC 51 0000/000</i> :	<i>Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
<i>QRVA</i> :	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
<i>CRIV</i> :	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)</i>
<i>CRABV</i> :	<i>Beknopt Verslag (blauwe kaft)</i>
<i>CRIV</i> :	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)</i>
	<i>(PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)</i>
<i>PLEN</i> :	<i>Plenum</i>
<i>COM</i> :	<i>Commissievergadering</i>

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : publications@laChambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : publicaties@deKamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Les gens attachent une grande importance à pouvoir passer leurs vieux jours dans leur environnement familial. Il est également important à leurs yeux de pouvoir rester dans leur habitation au moment où leurs capacités physiques diminuent. En outre, il n'est ni souhaitable ni possible sur le plan socioéconomique et financier de créer une multitude de nouveaux établissements de soins pour le grand nombre de personnes âgées que notre pays comptera dans les années à venir. Nous constatons également qu'il existe déjà à l'heure actuelle un manque criant de places pour accueillir les personnes âgées dans les maisons de repos et de soins et une grande pénurie de personnel infirmier et soignant. Cette situation préoccupe beaucoup la population. Par ailleurs, il ressort notamment d'une enquête que la plupart des habitations ne sont pas équipées pour répondre aux nouveaux besoins liés au vieillissement. Des travaux d'adaptation s'imposent.

L'habitation personnelle constitue et demeure un point de repère important pour les personnes retraitées. L'absence de loyer à payer allège le budget du ménage. Toutefois, afin de maintenir cette habitation personnelle en bon état, et compte tenu des petites misères qui peuvent apparaître avec l'âge, il est souvent nécessaire de réaliser des travaux d'aménagement, d'entretien et de rénovation.

Notre régime fiscal actuel encourage l'acquisition d'une habitation personnelle de deux manières : par la réduction d'impôt (majorée) pour le capital remboursé d'un emprunt hypothécaire, d'une part, et la possibilité de déduction (complémentaire) des intérêts payés pour une nouvelle construction ou la rénovation profonde de l'habitation personnelle, d'autre part. Il va de soi qu'il existe un plafond dans les deux cas.

Ce qui est frappant, c'est que le législateur a plafonné à 1800 euros (exercice d'imposition 2004) la réduction d'impôt pour l'amortissement en capital d'un emprunt hypothécaire pour l'acquisition de l'habitation personnelle, à l'instar des primes payées dans le cas d'une assurance vie. Naguère, le législateur a donc considéré l'investissement dans une habitation personnelle comme une forme d'épargne à long terme.

Pour nombre de ménages, l'échéance du remboursement obligatoire de l'emprunt hypothécaire classique (après 20 ans) contracté pour leur habitation personnelle, correspond au moment où la rénovation de cette habitation entraîne pour la première fois des coûts

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Mensen hechten veel belang aan het kunnen oud worden in hun eigen vertrouwde omgeving. Ze vinden het eveneens belangrijk om op het moment dat ze fysiek achteruit gaan toch in de mogelijkheid te zijn om in de eigen woning te kunnen blijven wonen. Bovendien is het sociaal-economisch en financieel niet wenselijk en mogelijk om voor de grote groep ouderen van morgen een massa nieuwe verzorgingsinstellingen op te richten. We stellen eveneens vast dat er nu reeds een nijpend tekort is aan opvang voor bejaarden in rust- en verzorgingstehuizen en aan verplegend en verzorgend personeel. Mensen maken zich daar grote zorgen over. Tevens blijkt onder andere uit de cijfers van een enquête, dat de meeste woningen niet zijn uitgerust om aan de nieuwe levensbehoeften voor de oudere dag te voldoen. Aanpassingswerken aan die woningen dringen zich op.

De eigen woning is en blijft nog altijd een belangrijk middel om mensen houvast te bieden eens ze met pensioen zijn. Geen huur hoeven te betalen, creëert ruimte in het gezinsbudget. Teneinde echter die eigen woning in een goede staat te houden en rekening houdend met de ongemakken die op latere leeftijd kunnen optreden zijn vaak aanpassings-, onderhouds- en herstellingswerken nodig.

De verwerving van een eigen woning wordt door de fiscaliteit vandaag op een dubbele manier ondersteund: enerzijds is er de (verhoogde) belastingvermindering voor het terugbetaalde kapitaal van een hypothecaire lening en anderzijds bestaat er ook een (bijkomende) aftrekbaarheid voor de betaalde intresten in geval van nieuwbouw of grondige renovatie van de enige woning. Beide mogelijkheden zijn uiteraard begrensd.

Opvallend is dat de wetgever de fiscale belastingvermindering voor kapitaalsaflossingen van een hypothecaire lening voor het eigen woonhuis in dezelfde begrensde fiscale korf van 1.800 euro (aanslagjaar 2004) heeft geplaatst als de betaalde premies voor een levensverzekering. Historisch heeft de wetgever dus de investering in een eigen woning als een vorm van langetermijnsparen aanzien.

Voor veel gezinnen stemt de afloop van de terugbetaelplicht van de klassieke hypothecaire lening (na 20 jaar) voor hun eigen woning overeen met het ogenblik waarop de eerste grote herstellingskosten zich opdringen aan deze woning. Op dat ogenblik laat

élevés. Dans les faits, la loi ne prévoit alors plus que le placement financier pour pouvoir bénéficier de la déduction fiscale. Elle n'encourage plus l'investissement immobilier, qui permet néanmoins de s'assurer une habitation convenable à l'âge de la retraite, à moins qu'il ne s'agisse d'importants travaux de transformation pour lesquels un emprunt hypothécaire est contracté.

Nous constatons qu'il y a deux moments auxquels de nombreuses personnes envisagent d'engager de nouveaux frais importants pour rafraîchir leur habitation, à savoir quand les enfants quittent la maison ou quand vient la retraite. Les pouvoirs publics doivent inciter les gens à effectuer, à ces moments et après mûre réflexion, les travaux d'aménagement et d'entretien pour l'avenir.

Aucun incitant fiscal n'est prévu pour les travaux d'aménagement et d'entretien (*rendre les pièces d'habitation et de séjour plus accessibles, rénover la toiture, placer des nouvelles gouttières, de nouveaux carrelages, effectuer des travaux de peinture, placer des sanitaires adaptés, remplacer les câbles électriques*), ce qui a dès lors pour conséquence que ces travaux sont souvent laissés de côté et que les habitants sont contraints, lorsqu'ils sont plus âgés, de quitter, plus tôt qu'ils ne l'auraient souhaité, leur habitation personnelle. Le report des travaux d'entretien entraîne également un délabrement de l'habitation.

À l'instar de la possibilité qui a été prévue de payer, sous un régime fiscalement avantageux, des primes pour une assurance-vie au cours de toute la carrière active, nous estimons qu'après avoir remboursé l'emprunt contracté pour leur propre habitation, les personnes engageant des frais pour des travaux d'aménagement, afin de répondre aux besoins vitaux de leurs vieux jours, devraient également pouvoir déduire fiscalement ces frais dans les limites actuelles. On inciterait ainsi le propriétaire à effectuer à temps les travaux, ce qui permettrait d'éviter que d'importants travaux doivent encore être effectués lorsque la personne est en proie à des problèmes de santé. Les incitants fiscaux doivent inciter un propriétaire à bien entretenir son habitation afin d'en éviter le délabrement.

L'expérience nous montre en outre que de telles réductions d'impôts ont une incidence particulièrement positive sur l'activité et l'emploi dans le secteur de la construction. Il s'agit en outre d'un moyen efficace dans la lutte contre le travail au noir, dès lors que le client serait l'allié du fisc. C'est pourquoi cette mesure aurait un impact budgétaire neutre. Dès lors que la réduction d'impôts proposée vise à lutter contre le travail au noir,

de wetgever in de feiten nog slechts de financiële belading als mogelijkheid over om van fiscale aftrek te genieten. De investering in vastgoed, die nochtans toelaat zich tegen de pensioenleeftijd van een goede woning te verzekeren, wordt niet meer ondersteund, tenzij het gaat om grote verbouwingswerken waarvoor een hypothecaire lening wordt aangegaan.

We stellen vast dat er twee momenten zijn waarop vele mensen overwegen nog grote kosten te doen aan de woning, met name op het moment dat de kinderen de deur uit zijn of de moment dat men met pensioen gaat. De overheid moet mensen stimuleren om op die momenten welfordacht de nodige onderhouds- en aanpassingswerken te doen met oog op de toekomst.

Voor aanpassingswerken en onderhoudswerkzaamheden (*toegankelijker maken van de leef- en woonvertrekken, vernieuwing roofing, plaatsing nieuwe dakgoten, nieuwe bevloering, schilderwerken, plaatsing aangepast sanitair, vernieuwing elektrische leidingen*) worden geen fiscale stimuli gegeven. Het gevolg is dan ook dat aanpassings- en onderhoudswerken vaak achterwege blijven en dat men op latere leeftijd en vroeger dan gewenst de eigen woning moet verlaten. Een ander gevolg van het uitstellen van onderhoudswerkzaamheden is verkrotting.

Zoals de mogelijkheid bestaat om onder een fiscaal gunstig regime premies te betalen voor een levensverzekering gedurende de volledige actieve loopbaan, zo vinden de indieners dat na afloop van de aflossing van de lening op de eigen woning ook aanpassingswerkzaamheden aan die woning in functie van de levensbehoeften voor de oude dag fiscaal in mindering moeten kunnen worden gebracht binnen de bestaande grenzen. Op die manier zou de eigenaar gestimuleerd worden om zijn woning tijdig aan te passen zodat vermeden wordt dat er zich toch nog grote aanpassingswerken opdringen wanneer men geconfronteerd wordt met fysieke tegenslagen. De fiscale stimuli moeten een eigenaar ertoe bewegen om zijn woning goed te onderhouden zodat verkrotting tegengegaan wordt.

De ervaring leert bovendien dat dergelijke belastingverminderingen een heel gunstig effect hebben op de activiteit en de tewerkstelling in de bouwsector. Het is bovendien een efficiënt middel in de strijd tegen het zwartwerk aangezien de klant nu bondgenoot wordt van de fiscale overheid. Daarom heeft deze maatregel een budgettair neutraal effect. Doordat de voorgestelde belastingvermindering het zwartwerk tegengaat, ont-

les pouvoirs publics perçoivent six pour cent de TVA supplémentaires sur les dépenses engagées. L'entrepreneur devra en outre ajouter les montants facturés à ses impôts sur le revenu, dont on peut supposer qu'ils sont soumis à des taux de quarante à cinquante pour cent. La réduction d'impôts oscille toutefois entre trente et quarante pour cent. Si les contribuables peuvent faire effectuer ces travaux à un taux de TVA réduit de six pour cent et s'ils peuvent en outre bénéficier de cette réduction d'impôts, ils n'ont plus aucun intérêt à faire effectuer ces travaux au noir. En effet, en cas de contestations avec l'entrepreneur pour défectuosités lors de la réalisation des travaux, le paiement, en cas de litige avec l'assureur incendie en ce qui concerne la vétusté du bâtiment ou en cas d'expropriation, le propriétaire a tout intérêt à pouvoir présenter des factures officielles pour prouver les frais engagés.

Pour les travaux effectués aux habitations personnelles qui entreraient en ligne de compte, nous renvoyons aux travaux immobiliers et opérations assimilés entrant en ligne de compte pour un taux de TVA réduit de six pour cent visées à la Rubrique XXXI du tableau A annexé à l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Art. 2

L'article 145¹, 6°, du Code des impôts sur les revenus 1992 renvoie aux services soumis au taux de TVA réduit de 6% qui se rapportent à la propre habitation privée. Il s'agit donc tant des travaux immobiliers que des opérations y assimilées. Dans le premier cas, sont visés, entre autres, la transformation, la réparation et l'entretien, à l'exception du nettoyage, de tout ou partie d'un bien immeuble par nature. Par opérations assimilées, on entend, entre autres, les prestations qui ont pour objet tant la fourniture que la fixation à un bâtiment d'éléments constitutifs d'une installation de chauffage, d'une installation sanitaire ou d'une installation électrique, d'armoires de rangement, d'éviers, etc.

Ce renvoi présente l'avantage d'exclure les dépenses de luxe, comme l'aménagement de piscines, de saunas, de terrains de tennis, etc. En outre, il ne peut s'agir que de travaux effectués par un entrepreneur enregistré.

La réduction d'impôts ne peut porter que sur la propre habitation, âgée de plus de quinze ans et que le

vangt de overheid 6% extra BTW op de gedane uitgaven. De aannemer zal bovendien de gefactureerde bedragen moeten toevoegen aan zijn inkomstenbelasting, waarvan we mogen aannemen dat ze onderworpen zijn aan tarieven van 40 tot 50%. De belastingvermindering schommelt echter tussen een vork van 30 tot 40%. Wanneer belastingplichtigen deze werken kunnen laten uitvoeren aan een verlaagd BTW-tarief van 6% en bijkomend van deze belastingvermindering kunnen genieten, hebben zij er geen enkel belang meer bij om de werken in het zwart te laten uitvoeren. Immers, in geval van betwistingen met de aannemer over een slechte uitvoering van de werken of inzake de betaling of bij een disput met de brandverzekeraar over de vetustiteit van het gebouw of in geval van onteigening, heeft de eigenaar er alle belang bij officiële facturen te kunnen voorleggen als bewijsmiddel van gedane kosten.

Voor de werken aan de eigen woning die in aanmerking komen, verwijzen we naar het werk in onroerende staat en de ermee gelijkgestelde handelingen die in aanmerking komen voor het verlaagde BTW-tarief van 6% zoals bepaald in Rubriek XXXI van tabel A als bijlage bij het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Art. 2

Het herstelde artikel 145¹, 6°, van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 verwijst naar de diensten die onderworpen worden aan het verlaagd BTW-tarief van 6% met betrekking tot de eigen privé-woning. Het gaat dus om zowel het werk in onroerende staat als de ermee gelijkgestelde handelingen. In het eerste geval beoogt men onder andere het verbouwen, herstellen, onderhouden met uitsluiting van het reinigen, geheel of ten dele, van een uit zijn aard onroerend goed. Met gelijkgestelde handelingen bedoelt men onder andere prestaties die tot voorwerp hebben zowel de levering als de aanhechting aan een gebouw van bestanddelen voor de verwarming, de sanitaire of de elektrische installatie, opbergkasten, gootstenen, enz.

Deze verwijzing heeft tot voordeel dat luxueuze uitgaven zoals het aanleggen van zwembaden, sauna's, tennisterreinen en andere worden uitgesloten. Bovendien kan het enkel gaan om werken uitgevoerd door een geregistreerd aannemer.

De belastingvermindering kan enkel betrekking hebben op de eigen woning die ouder is dan vijftien jaar en

contribuable occupe lui-même. Les travaux d'entretien aux habitations qu'il donne en location ou qu'il utilise comme seconde résidence n'entrent pas en ligne de compte pour bénéficier de cette réduction d'impôts. La notion de domicile doit être interprétée conformément à l'article 3, § 2, du Code des impôts sur les revenus 1992 et comme pour la fixation du pourcentage de la taxe communale additionnelle.

Art. 3

La modification a pour but d'inclure les paiements visés au nouvel article 145¹, 6°, du Code des impôts sur les revenus 1992 dans le panier des dépenses qui entrent en ligne de compte pour l'épargne à long terme.

waarin de belastingplichtige zelf woont. Onderhouds-werken aan woningen die hij verhuurt of als tweede verblijf aanwendt, komen niet in aanmerking voor deze belastingvermindering. Het begrip woonplaats moet geïnterpreteerd worden overeenkomstig artikel 3, § 2, Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 en zoals het voor het bepalen van het percentage van de aanvullende gemeentebelasting wordt aangewend.

Art. 3

De wijziging heeft tot doel dat de betalingen van het nieuwe artikel 145¹, 6°, Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 mee worden opgenomen in de korf van uitgaven die in aanmerking komen voor het lange-termijnsparen.

Yves LETERME (CD&V)
Hendrik BOGAERT (CD&V)
Carl DEVRIES (CD&V)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

L'article 145¹, 6°, du Code des impôts sur les revenus 1992, abrogé par la loi du 24 décembre 2002, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 6° à titre de paiements pour des travaux visés sous la rubrique XXXI du tableau A annexé à l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux. ».

Art. 3

À l'article 145⁶, alinéas 1^{er} et 3, du même Code, modifié par les arrêtés royaux du 20 juillet 2000 et du 13 juillet 2001, les mots « article 145¹, 2° et 3° » sont remplacés par les mots « article 145¹, 2°, 3° et 6° ».

Art. 4

La présente loi produit ses effets à partir de l'exercice d'imposition 2005.

12 février 2004

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 145¹, 6°, van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992, opgeheven bij de wet van 24 december 2002 wordt hersteld in de volgende lezing:

«6° als betalingen voor werken zoals bedoeld in rubriek XXXI van tabel A als bijlage bij het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven.».

Art. 3

In artikel 145⁶, eerste en derde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 juli 2000 en 13 juli 2001, worden de woorden «artikel 145¹, 2° en 3°» vervangen door de woorden «artikel 145¹, 2°, 3° en 6°».

Art. 4

Deze wet is van toepassing vanaf aanslagjaar 2005.

12 februari 2004

Yves LETERME (CD&V)
Hendrik BOGAERT (CD&V)
Carl DEVRIES (CD&V)

TEXTE DE BASE**10 avril 1992****Code des impôts sur les revenus 1992****Art. 145¹.**

Dans les limites et aux conditions prévues aux articles 145² à 145¹⁶, il est accordé une réduction d'impôt calculée sur les dépenses suivantes qui ont été effectivement payées pendant la période imposable:

1° à titre de cotisations et primes personnelles visées à l'article 34, § 1^{er}, 2^o, alinéa 1^{er}, a à c, payées à l'intervention de l'employeur par voie de retenue sur les rémunérations du travailleur, ou à l'intervention de l'entreprise par voie de retenue sur les rémunérations du dirigeant d'entreprise qui n'est pas dans les liens d'un contrat de travail;

2° à titre de cotisations d'une assurance complémentaire contre la vieillesse et le décès prématuré que le contribuable a payées à titre définitif en Belgique pour constituer une rente ou un capital en cas de vie ou en cas de décès en exécution d'un contrat d'assurance-vie qu'il a conclu individuellement;

3° à titre de sommes affectées à l'amortissement ou à la reconstitution d'un emprunt hypothécaire contracté en vue de construire, acquérir ou transformer une habitation située en Belgique;

4° à titre de sommes affectées à la libération en numéraire d'actions ou parts, souscrites par le contribuable en tant que travailleur, représentant une fraction du capital social de la société résidente qui occupe le contribuable ou dont la société employeur est, au sens de la législation relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, considérée de manière irréfragable comme une filiale ou une sous-filiale;

5° à titre de paiements pour l'épargne-pension;

6° [abrogé]

TEXTE DE BASE ADAPTÉ À LA PROPOSITION**10 avril 1992****Code des impôts sur les revenus 1992****Art. 145¹.**

Dans les limites et aux conditions prévues aux articles 145² à 145¹⁶, il est accordé une réduction d'impôt calculée sur les dépenses suivantes qui ont été effectivement payées pendant la période imposable:

1° à titre de cotisations et primes personnelles visées à l'article 34, § 1^{er}, 2^o, alinéa 1^{er}, a à c, payées à l'intervention de l'employeur par voie de retenue sur les rémunérations du travailleur, ou à l'intervention de l'entreprise par voie de retenue sur les rémunérations du dirigeant d'entreprise qui n'est pas dans les liens d'un contrat de travail;

2° à titre de cotisations d'une assurance complémentaire contre la vieillesse et le décès prématuré que le contribuable a payées à titre définitif en Belgique pour constituer une rente ou un capital en cas de vie ou en cas de décès en exécution d'un contrat d'assurance-vie qu'il a conclu individuellement;

3° à titre de sommes affectées à l'amortissement ou à la reconstitution d'un emprunt hypothécaire contracté en vue de construire, acquérir ou transformer une habitation située en Belgique;

4° à titre de sommes affectées à la libération en numéraire d'actions ou parts, souscrites par le contribuable en tant que travailleur, représentant une fraction du capital social de la société résidente qui occupe le contribuable ou dont la société employeur est, au sens de la législation relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, considérée de manière irréfragable comme une filiale ou une sous-filiale;

5° à titre de paiements pour l'épargne-pension;

6° à titre de paiements pour des travaux visés sous la rubrique XXXI du tableau A annexé à l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux¹.

¹ Art. 2: rétablissement

BASISTEKST**10 april 1992****Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992****Art. 145¹.**

Binnen de grenzen en onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 145² tot 145¹⁶ wordt een belastingvermindering verleend die wordt berekend op de volgende uitgaven die tijdens het belastbare tijdperk werkelijk zijn betaald:

1° als in artikel 34, § 1, 2°, eerste lid, a tot c, bedoelde persoonlijke bijdragen en premies die worden betaald door de werkgever via inhouding op de bezoldigingen van de werknemer of door de onderneming via inhouding op de bezoldigingen van de bedrijfsleider zonder dienstverband;

2° als bijdragen van een aanvullende verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood die de belastingplichtige tot uitvoering van een individueel gesloten levensverzekeringscontract definitief in België heeft betaald voor het vestigen van een rente of van een kapitaal bij leven of bij overlijden;

3° als betalingen voor de aflossing of weder-samenstelling van een hypothecaire lening die is aangegaan om een in België gelegen woning te bouwen, te verwerven of te verbouwen;

4° als betalingen in geld voor aandelen waarop de belastingplichtige als werknemer heeft ingeschreven en die een fractie vertegenwoordigen van het maatschappelijk kapitaal van de binnenlandse vennootschap die de belastingplichtige tewerkstelt of waarvan de vennootschap-werkgeefster in de zin van de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen onweerlegbaar wordt geacht een dochter- of kleindochteronderneming te zijn;

5° als betalingen voor het pensioensparen;

6° [opgeheven]

BASISTEKST AANGEPAST AAN HET VOORSTEL**10 april 1992****Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992****Art. 145¹.**

Binnen de grenzen en onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 145² tot 145¹⁶ wordt een belastingvermindering verleend die wordt berekend op de volgende uitgaven die tijdens het belastbare tijdperk werkelijk zijn betaald:

1° als in artikel 34, § 1, 2°, eerste lid, a tot c, bedoelde persoonlijke bijdragen en premies die worden betaald door de werkgever via inhouding op de bezoldigingen van de werknemer of door de onderneming via inhouding op de bezoldigingen van de bedrijfsleider zonder dienstverband;

2° als bijdragen van een aanvullende verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood die de belastingplichtige tot uitvoering van een individueel gesloten levensverzekeringscontract definitief in België heeft betaald voor het vestigen van een rente of van een kapitaal bij leven of bij overlijden;

3° als betalingen voor de aflossing of weder-samenstelling van een hypothecaire lening die is aangegaan om een in België gelegen woning te bouwen, te verwerven of te verbouwen;

4° als betalingen in geld voor aandelen waarop de belastingplichtige als werknemer heeft ingeschreven en die een fractie vertegenwoordigen van het maatschappelijk kapitaal van de binnenlandse vennootschap die de belastingplichtige tewerkstelt of waarvan de vennootschap-werkgeefster in de zin van de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen onweerlegbaar wordt geacht een dochter- of kleindochteronderneming te zijn;

5° als betalingen voor het pensioensparen;

6° als betalingen voor werken zoals bedoeld in rubriek XXXI van tabel A als bijlage bij het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven¹.

¹ Art. 2: herstelling

Art. 145⁶.

Les cotisations et les sommes visées à l'article 145¹, 2[°] et 3[°], sont prises en considération pour la réduction dans la mesure où ces dépenses n'excèdent pas 15 p.c. de la première tranche de 1250 EUR du total des revenus professionnels et 6 p.c. du surplus avec un maximum de 1500 EUR.

En outre, les sommes visées à l'article 145¹, 3[°], ne sont prises en considération pour l'octroi de la réduction que dans la mesure où elles concernent la première tranche de 50.000 EUR du montant initial des emprunts contractés pour cette habitation.

Le Roi détermine les conditions et modalités d'application de la réduction accordée en vertu de l'article 145¹, 2[°] et 3[°].

Art. 145⁶.

Les cotisations et les sommes visées à **l'article 145¹, 2[°], 3 et 6²⁰⁰**, sont prises en considération pour la réduction dans la mesure où ces dépenses n'excèdent pas 15 p.c. de la première tranche de 1250 EUR du total des revenus professionnels et 6 p.c. du surplus avec un maximum de 1500 EUR.

En outre, les sommes visées à l'article 145¹, 3[°], ne sont prises en considération pour l'octroi de la réduction que dans la mesure où elles concernent la première tranche de 50.000 EUR du montant initial des emprunts contractés pour cette habitation.

Le Roi détermine les conditions et modalités d'application de la réduction accordée en vertu de **l'article 145¹, 2[°], 3[°] et 6³⁰**.

² Art. 3: remplacement

³ Art. 3: remplacement

Art. 145⁶.

De bijdragen en betalingen als vermeld in artikel 145¹, 2° en 3°, komen voor vermindering in aanmerking voor zover die uitgaven niet meer bedragen dan 15 pct. van de eerste schijf van 1250 EUR van het totale beroepsinkomen en 6 pct. van het overige, met een maximum van 1500 EUR.

Bovendien komen betalingen als vermeld in artikel 145¹, 3°, slechts voor vermindering in aanmerking in zoverre zij betrekking hebben op de eerste schijf van 50.000 EUR van het aanvangsbedrag van de voor die woning aangegane leningen.

De Koning bepaalt de voorwaarden en de wijze waarop de vermindering ingevolge artikel 145¹, 2° en 3°, wordt toegepast.

Art. 145⁶.

De bijdragen en betalingen als vermeld in **artikel 145¹, 2°, 3° en 6²**, komen voor vermindering in aanmerking voor zover die uitgaven niet meer bedragen dan 15 pct. van de eerste schijf van 1250 EUR van het totale beroepsinkomen en 6 pct. van het overige, met een maximum van 1500 EUR.

Bovendien komen betalingen als vermeld in artikel 145¹, 3°, slechts voor vermindering in aanmerking in zoverre zij betrekking hebben op de eerste schijf van 50.000 EUR van het aanvangsbedrag van de voor die woning aangegane leningen.

De Koning bepaalt de voorwaarden en de wijze waarop de vermindering ingevolge **artikel 145¹, 2°, 3° en 6³**, wordt toegepast.

² Art. 3: vervanging

³ Art. 3: vervanging